

NON À LA GOUVERNANCE DE L'AUSTÉRITÉ

OUI À UNE UNION EUROPÉENNE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Gouverner l'Europe, c'est donner la priorité à l'emploi, à la justice sociale. Gouverner l'Europe, c'est aussi refuser le travail précaire et la course salariale compétitive vers le bas.

Face à une crise financière qui a plongé l'Europe dans la pire des situations depuis plusieurs décennies avec plus de 23 millions de chômeurs, particulièrement les jeunes, la seule réponse des leaders politiques européens a été l'adoption de mesures d'austérité, la pression à la baisse sur les salaires, les services publics, la sécurité sociale, les pensions et les conditions de travail et de vie.

Pire, avec le projet de gouvernance économique qui sera voté fin juin au Parlement européen, ces mêmes dirigeants européens ne proposent rien d'autre qu'une « loi européenne » pour limiter les salaires, les dépenses sociales et les services publics.

La CES dénonce cette gouvernance de l'austérité et demande un changement fondamental dans l'approche de l'Union européenne afin qu'elle apporte une aide efficace aux pays en difficulté et qu'elle stoppe le démantèlement du tissu social.

Nous exigeons d'urgence un changement de cap en faveur d'une Europe sociale et un autre projet de gouvernance économique : une gouvernance européenne équitable et solidaire qui assure de vraies politiques de relance économique.

Ce ne sont pas les dépenses sociales qui ont provoqué la crise. Au contraire, les amortisseurs sociaux ont aidé à la résoudre. Ce qui doit être mis en cause c'est la dérégulation du secteur financier et la spéculation.

Nous refusons :

- » La gouvernance de l'austérité qui se traduit par des coupes sombres dans les salaires et dans la protection sociale,
- » La précarisation et le chômage, particulièrement des jeunes,
- » La déréglementation du code du travail et la régression sociale,
- » L'intervention dans les négociations collectives nationales,
- » L'augmentation croissante des inégalités sociales et salariales.

Gouverner l'Europe signifie renforcer son modèle social et non l'attaquer.

Nous demandons :

- » Des emplois stables et de qualité. L'emploi des jeunes doit être prioritaire,
- » Le respect de l'autonomie des partenaires sociaux dans les négociations collectives et salariales,
- » La protection et l'augmentation du pouvoir d'achat des salaires,
- » La garantie d'un salaire décent,
- » Une protection sociale forte, garante de la cohésion sociale et de la solidarité,
- » L'accès pour tous à des services sociaux de qualité,
- » La garantie de meilleures retraites.

Gouverner l'Europe, c'est agir pour une croissance durable.

Nous demandons :

- » L'instauration d'une taxe sur les transactions financières afin d'assurer une politique publique d'investissement,
- » La mise en place d'Euro-obligations pour freiner la spéculation, mutualiser les risques et financer un plan européen de relance,
- » Le développement de politiques industrielles durables et dynamiques basées sur des politiques bas carbone,
- » Des dépenses publiques en faveur d'investissements durables,
- » Une harmonisation de l'assiette fiscale avec un taux d'imposition minimum pour les entreprises.



Tous ensemble à l'Euro-manifestation
organisée par la
CONFÉDÉRATION EUROPÉENNE DES SYNDICATS (CES)

À LUXEMBOURG-VILLE LE 21 JUIN 2011 À 15 HEURES



www.etuc.org

NON À L'AUSTÉRITÉ

**POUR L'EUROPE SOCIALE,
POUR DES SALAIRES ÉQUITABLES,
DES INVESTISSEMENTS ET L'EMPLOI**



**EURO-MANIFESTATION
LUXEMBOURG - 21/06/2011**



CONFÉDÉRATION EUROPÉENNE DES SYNDICATS (CES)